

# 1 AN APRÈS LA MOBILISATION : OÙ EN EST-ON ?

## Des avancées à géométrie variable ...

Souvenez-vous : les centres sociaux de Charente-Maritime ont démarré l'année 2024 avec une mobilisation d'ampleur. Ils démarrent l'année 2025 éreintés des efforts prodigués mais convaincus de l'intérêt public de leurs actions sur les territoires.

Le déficit annoncé de 1,5 million d'euros l'an dernier est finalement de 900 000 euros en cette fin d'année. L'activation de marges de manœuvre en interne conjuguée aux efforts entrepris par les partenaires a permis ces économies.

Un peu partout sur les territoires, de grandes négociations avec les partenaires financiers se sont engagées avec un succès à géométrie variable. Au gré des territoires et des engagements, la disparité des centres sociaux est fort disparate.

Nous constatons et subissons les effets de l'instabilité du contexte socio-politico-économique. Sans perspectives financières sécurisées, bâtir nos projets sociaux pour 4 années relève d'un défi pour un grand nombre d'équipes !

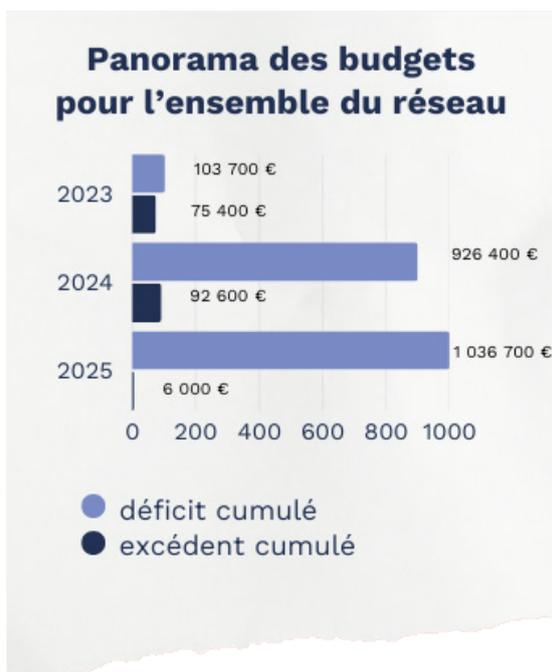
## ... une érosion de l'offre aux habitant.es lente mais générale

La situation des centres sociaux, à l'instar du monde associatif dans sa globalité, donne à voir une érosion lente et continue des ressources disponibles. Ressources financières en premier lieu puisque les principaux financeurs sont eux-mêmes assujettis à des baisses drastiques des financements d'Etat et peinent à investir dans l'humain. Ressources humaines également puisque le climat social se tend, la fatigue s'installe chez celles et ceux qui maintiennent, parfois à effectifs réduits, la disponibilité qui reste la marque de fabrique des centres sociaux. La course aux appels à projet pour compenser le déficit de ressources structurelles produit un écartèlement entre la primauté d'une logique économique et le sens de la mission historique des centres sociaux portée par la solidarité, la dignité humaine et la justice sociale.

L'énergie des bénévoles et salarié.es engagée dans le maintien de la qualité des services et l'ingéniosité des projets menés avec les habitants constitue une digue fragile. En 2025, consolidons cette digue avec les citoyennes et citoyens ! Préservons les espaces d'engagement citoyen et de fabrique des possibles !

Sylvie DELPLANQUE et François HOVART  
Coprésidents de la FDCSC17

## Ce que disent les chiffres



## ... INVITATION !

Afin de partager un état des lieux de la situation des centres de Charente-Maritime, nous vous convions à la conférence de presse des 24 centres sociaux

JEUDI 6 FÉVRIER  
à 11 h 00  
salle des fêtes  
rue Joliot Curry  
17430 TONNAY-CHARENTE



### ENTRETIENS...

#### Que s'est-il passé en 2024 au Pont des Seignes ?

«2024 a été une année très compliquée au niveau du climat social. Nous avons eu une grosse restructuration avec 10 licenciements. Nous sommes sur un petit territoire ; les gens s'y croisent quotidiennement. Il est évident que cela a généré des tensions et de la colère. Les administrateurs du centre ont dû faire des choix difficiles pour la survie de l'association. Pour les salariés qui sont restés, la charge de travail a été énorme pour trouver un point d'équilibre entre les charges, nos missions et les subventions.

Ce qui est notable, c'est le soutien de nos partenaires. Ce soutien est le fruit d'un gros travail de mise en lien, de suivi des dossiers et de recherche de solutions. Nous avons bénéficié d'un soutien technique et financier de la DDTES, de la MSA, de la CAF et de la mairie. A titre d'exemple, nous avons fait progresser la qualité de notre offre sur l'insertion grâce à une relation très forte avec les services départementaux dont nous saluons la réactivité.»

#### Comment s'esquisse 2025 ?

«Pour 2025 nous savons que la charge de travail reste conséquente. C'est aussi l'année où nous devons renouveler notre projet social et montrer que nous sommes toujours utiles pour le territoire et ses habitants. Sur le plan financier nous savons que les aides exceptionnelles ne seront pas renouvelées. Ce qui est inquiétant, c'est que les aides sociales ne sont pas revalorisées alors que nos charges continuent d'augmenter. Pour compenser autrement l'augmentation de nos charges, on se tourne vers des financements privés. Mais ici encore on est bloqués : l'administration fiscale doit nous aider à rendre cette voie possible en nous reconnaissant d'utilité publique. Or l'administration publique est très lente à donner son accord. Nous attendons depuis de longs mois. Ceci étant, l'expérience du redressement judiciaire nous a appris à nous armer de patience au Pont des Seignes !»



Axel DELAYAHE,  
Directeur du Pont des Seignes, à Pons

#### Que s'est-il passé en 2024 au Pertuis ?

«En 2024, nous avons dû faire face à une augmentation de la masse salariale conséquente (+180 000 € en lien avec la nouvelle classification) mais aussi à la hausse liée à l'inflation et l'augmentation des fluides. Pour y faire face, le CA a fait le choix de ne pas renouveler cinq contrats de travail. On a fait le choix aussi de réduire les plages d'accueil et on a fermé 4 semaines au lieu d'une les années précédentes. Tous ces choix ont affecté l'ensemble des secteurs : le jardin, la ludothèque, la culture et les services enfance-jeunesse. On peut dire qu'en quantité et en qualité, on a réduit la voilure. Dans le même temps, on a subi une baisse ou un maintien des subventions allouées au centre socio culturel. Ce qui est visible, c'est qu'on pompe sur les richesses du centre et cela a bien sûr des effets sur le moral de l'équipe. Le climat a été lourd, les salariés se demandaient qui allait être le prochain. On est en QPV ; on s'occupe de personnes en fragilité alors on a besoin d'avoir une équipe solide avec des convictions.»

#### Comment s'esquisse 2025 ?

«En 2025 on va être dans la continuité puisque la réforme de la classification s'étale sur 3 ans : cela représentera un nouveau surcoût de 25 000 € pour le Pertuis. On va maintenir nos efforts et faire de nouveaux arbitrages. En parallèle on répond à de nouveaux appels à projet, ce qui demande beaucoup de temps et d'énergie. On a la chance d'avoir un dialogue social riche qui permet d'informer et de sécuriser l'équipe salariée. Et bien sûr nous sommes portés par de beaux projets que nous conduisons avec les habitants. L'an dernier, nous avons participé aux jeux olympiques et avons organisé notre 5e édition du festival du cirque au cœur même du quartier avec une fréquentation toujours en hausse. Qui sait jusqu'à quand nous pourrions déployer de tels projets sur un quartier comme Mireuil ?»



Alain VOERMAN,  
Président du Pertuis, à La Rochelle

## Que s'est-il passé en 2024 ?

### Des leviers activés par les centres sociaux

- 1 Réorganisations internes : réaffectations des fonctions
- 2 Externalisation / internalisation selon la logique du moindre coût
- 3 Augmentation de la tarification des services et activités
- 4 Non renouvellement des contrats
- 5 Diminution des temps d'accueil
- 6 Recours aux prestataires extérieurs limités

### Des ressources du côté des partenaires

- 1 Mobilisation d'un fonds d'urgence de la CNAF
- 2 Revalorisation des prestations CAF
- 3 Engagement de certaines collectivités
- 4 Gel des subventions départementales
- 5 Interpellation des instances parlementaires par les députés et sénateurs de Charente-Maritime

Ayons toujours le sens de notre action en tête et gardons le sens des réalités : ce sont les deux piliers de notre projet de réseau.

Tarik THOUARIA  
Président de la FCSF



Tarik THOUARIA, Président de la FCSF  
Sylvie DELPLANQUE et François HOVART  
Coprésidents de la FDCSC 17